

Le Président a entamé des analyses post-traitement du coronavirus Abdelmadjid Tebboune a achevé son protocole de soins



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5223 - Lundi 16 novembre 2020 - Prix : 10 DA

Epidémie

860 contaminations et 15 décès en 24 heures

Page 2

Tribunal criminel de Blida

Abdelmoumène Khalifa condamné à 18 ans de prison ferme

Page 3

Nouveau cours onusien en Libye

Par Mohamed Habili

Une semaine exactement après son ouverture à Tunis, le 9 de ce mois, le Forum du dialogue politique interlibyen se poursuit sous l'égide des Nations unies, représentées en la personne de Stephanie Williams, la cheffe par intérim de la Manul, sans qu'il soit même possible de lui prévoir une fin à l'horizon immédiat. Pas plus qu'on ne sait si la réunion en cours sera la dernière de son genre, ou si elle n'est que la première d'une série d'autres, jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée à la crise libyenne. Ce qu'on sait par contre, c'est à quel moment on peut dire que la crise libyenne est résolue. C'est lorsque la Libye aura recouvré son unité politique et territoriale. Ce qui d'emblée exclut toute possibilité d'une solution basée sur son partage selon les lignes de sa fracture actuelle. Ce qui vraisemblablement arrangerait bien des parties, libyennes et non libyennes. La Libye ne sera divisée ni en deux ni en trois morceaux. Elle restera une et indivisible. C'est bien là toute la difficulté à résoudre. Le fait que le Forum prenne tout son temps, contrairement à la Conférence de Berlin de janvier dernier, sa principale référence, qui elle pourtant n'a eu droit qu'à une seule journée, signifie deux choses en apparence contradictoires.

Suite en page 3

Le ministre de la Santé l'a révélé hier

2,8 millions d'Algériens sont diabétiques



Ph/D. R.

«En Algérie, 14,4 % des adultes sont diabétiques, soit 2,8 millions de personnes», a indiqué, hier, le ministre de la Santé, soulignant la nécessité d'intensification du processus de sensibilisation aux risques et complications de cette maladie chronique, tels que les atteintes oculaires, l'insuffisance rénale, l'insuffisance cardiaque, et cette année, les risques de développer des symptômes sévères et des complications en cas de contamination par le Covid-19. [Page 2](#)

Le Dg de l'Institut Pasteur pointe l'inefficacité du scanner pour diagnostiquer le coronavirus

«Le vaccin contre la grippe saisonnière ne protège pas contre le Covid 19»

Page 2

Eliminatoires de la CAN 2021/ Zimbabwe-Algérie cet après-midi

Les Verts pour entériner la qualification

Page 15

Le ministre de la Santé l'a révélé hier

2,8 millions d'Algériens sont diabétiques

■ «En Algérie, 14,4 % des adultes sont diabétiques, soit 2,8 millions de personnes», a indiqué, hier, le ministre de la Santé, soulignant la nécessité d'intensification du processus de sensibilisation aux risques et complications de cette maladie chronique, tels que les atteintes oculaires, l'insuffisance rénale, l'insuffisance cardiaque, et cette année, les risques de développer des symptômes sévères et des complications en cas de contamination par le Covid-19.

Par Thinhinene Khouchi

Dans un discours prononcé hier lors de sa supervision des activités marquant la Journée mondiale du diabète, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a confirmé que le diabète est un véritable problème de santé publique. Le ministre a révélé qu'«en Algérie, 14,4 % d'adultes sont diabétiques, soit 2,8 millions de personnes». Benbouzid a assuré qu'il a été reconnu que le diabète est une maladie chronique et invalidante qui expose les familles et les pays à de grands risques. Au lendemain de la célébration de la Journée mondiale du diabète, qui coïncide avec le 14 novembre de chaque année, le ministre a souligné que le diabète de type 2 est un véritable problème de santé, car le nombre d'adultes touchés par cette maladie dans le monde est de 520 millions. Le nombre d'enfants et d'adolescents touchés par cette maladie est d'un million, et il est prévu qu'il atteindra

682 millions de personnes infectées par la maladie dans le monde d'ici à 2030. D'autre part, le ministre a déclaré que le thème de la Journée mondiale du diabète de cette année porte sur «Le personnel infirmier et le diabète», et le thème national porte sur «Le diabète et le coronavirus peuvent être évités». A cette occasion, le ministre a adressé un message de remerciements aux représentants de l'Organisation mondiale de la santé pour avoir répondu à l'invitation et à tous les experts en charge de la gestion de la crise Covid-19. Ajoutant que cette journée est une initiative mondiale pour répondre aux préoccupations concernant l'augmentation du nombre de patients diabétiques dans le monde, et une occasion de confirmer la stricte application de la déclaration de l'Association des Nations unies sur la prévention des maladies non transmissibles, Benbouzid a révélé que le ministère de la Santé avait adopté un slogan combinant diabète et corona, lors d'une journée de sensibilisation sur les moyens de le combattre et la possibilité de l'éviter, en particulier pour les personnes atteintes de diabète. En plus d'intensifier le processus de sensibilisation, adopter un mode de vie particulier pour les diabétiques, renforcer les mesures visant à réduire les facteurs de risque, en adoptant des comportements sains pour renforcer l'immunité et éviter le diabète, a ajouté le ministre. En outre, le ministre de la Santé a déclaré que les personnes qui souffrent de diabète sont plus susceptibles de développer des complications et des formes sévères de Covid-19. Il a



P.V.D. R.

déclaré que le diabète n'augmente pas le risque de contamination par le Covid-19, mais il augmente les risques de développer des symptômes sévères et des complications en cas de contamination. En outre, il a assuré que la catégorie qui enregistre un nombre élevé de décès en cette période de Covid-19 est celle des personnes diabétiques. Le ministre a souligné la nécessité d'un travail de sensibilisation dans le processus de surveillance des diabétiques, de renforcement de la surveillance de la glycémie et de consultation d'un médecin dans les plus brefs délais, d'un bon contrôle de la glycémie, c'est ce qui aide à gérer la contamination par le

Covid-19, de consolidation des mesures prises en impliquant le mouvement associatif, en améliorant la prise en charge des patients et en prenant en compte toutes les lacunes à cet égard. Enfin, le ministre de la Santé a

indiqué qu'il existe des caravanes médicales ciblant les malades chroniques dans les zones d'ombre qui ont été témoins de l'interruption des soins en raison de Covid-19.

T. K.

Le Président a entamé des analyses post-traitement du coronavirus
Abdelmadjid Tebboune a achevé son protocole de soins



LA PRÉSIDENTIE de la République a annoncé dans un communiqué publié hier après-midi que le Président Tebboune a achevé son protocole de soins prescrit à l'hôpital allemand où il est pris en charge. Selon le staff médical accompagnant le président de la République, précise le même communiqué, il a entamé les analyses post-protocole. Rappelons que le Président Abdelmadjid Tebboune a été transféré dans un hôpital allemand en date du 28 octobre, après un court passage à l'hôpital de Ain Naâdja et ce, après avoir contracté le coronavirus. La Présidence de la République publie à intervalles réguliers des bulletins de santé du Président Tebboune, qui a insisté sur la nécessité de tenir informée l'opinion publique de l'évolution de son état de santé.

R. N.

Le Dg de l'Institut Pasteur pointe l'inefficacité du scanner pour diagnostiquer le coronavirus «Le vaccin contre la grippe saisonnière ne protège pas contre le Covid-19»

Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, le Professeur Faouzi Derrar, a souligné que le vaccin contre la grippe saisonnière ne protège pas contre les contaminations ou les infections au Covid-19, et qu'il est devenu nécessaire d'être préparé et vigilant.

L'Algérie vit, selon le DG de l'Institut Pasteur d'Algérie, la deuxième vague de contaminations au Covid-19 et le nombre de contaminations risque de connaître une hausse notamment avec la période hivernale, pour se stabiliser en décembre, prévient-il. Lors de son passage à l'émission «Invité du matin», de la Chaîne 1 de la Radio nationale, le DG de l'IPA a affirmé que la grippe saisonnière ne s'est pas encore largement répandue, précisant que «ces quatre dernières années, le pic du virus a été enregistré au cours de la première semaine de mois de février». Raison pour laquelle, «nous devons donc être préparés et vigilants», a-t-il réclamé.

Il a ajouté que «si des mesures préventives sont appliquées, telles que le respect de la distanciation sociale et l'utilisation de masques, la propagation de la

grippe saisonnière peut être réduite. Par conséquent, les mesures utilisées contre la grippe saisonnière seront efficaces pour la contrer», a suggéré Faouzi Derrar.

Le DG de l'IPA a averti que «la situation épidémiologique actuelle en Algérie montre que le coronavirus est en constante propagation et que notre pays connaît une deuxième vague du virus corona». Pour cela, il a insisté sur les mesures préventives. «Nous devons prendre toutes les mesures qui permettent de briser la chaîne de transmission de ce virus, qui s'est largement répandu dans les grandes villes, ce qui était attendu, mais pas si rapidement», a-t-il précisé encore, prévenant qu'«à l'approche de la saison hivernale, le climat sera propice à sa propagation».

Abordant, toutefois, les tests de dépistage du Covid-19, Derrar a souligné l'inefficacité du scanner dans la mesure où il reprend, globalement, toutes les espèces de virus qui sévissent en hiver, rappelant la nécessité de respecter des mesures préventives et d'éviter les rassemblements. Par ailleurs, il a souligné que l'utilité de ces tests se limite à l'identification des cas de contamination à la pandémie, et de les mettre en quarantaine pour

Epidémie 860 contaminations et 15 décès en 24 heures

L'Algérie a enregistré 15 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (14), portant à 2 154 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 860 cas, soit 16 cas de plus par rapport au bilan d'hier (844), pour atteindre au total 67 679 cas confirmés.

R. N.

éviter la propagation. Sur ce même volet, le DG de l'IAP a fait part de la réception de nouveaux types de dépistage fiables et dont un premier lot de 10 000 unités sera réceptionné durant la semaine prochaine, précisant toutefois que les capacités de détection du virus s'adaptent à l'évolution de la situation. «À l'Institut Pasteur, nous recevons en moyenne 1 200 à 1 300 échantillons par jour, et parfois moins, surtout en fin de semaine», a-t-il indiqué, expliquant que l'Institut recevra des réactifs rapides pour diagnostiquer le virus.

En revanche, il a révélé que «le processus de vaccination contre la grippe saisonnière a été lancé le 3 novembre et se déroule progressivement en raison du manque de quantités nécessaires de vaccin à cause la fermeture des aéroports». Mais il a tenu à rassurer : «Avec le début de cette semaine, les choses vont s'améliorer et le vaccin sera disponible en quantités suffisantes au niveau de la pharmacie». Jusqu'à présent, «un million de doses ont été reçues et distribuées aux pharmaciens privés, et à la fin de la semaine la quantité augmentera et nous répondrons à toutes les demandes», a-t-il conclu.

Louisa Ait Ramdane

Tribunal criminel de Blida

Abdelmoumène Khalifa condamné à 18 ans de prison ferme

■ Le tribunal criminel près la Cour de justice de Blida a condamné, hier, à une peine de 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA, l'accusé principal dans l'affaire Khalifa Bank et ancien P-dg du Groupe Khalifa, Abdelmoumène Rafik Khalifa.

Par Aomar Fekrache

L'accusé Rafik Khalifa, actuellement en détention, a été, également, condamné à des peines complémentaires, à savoir la privation de ses droits civiques pour une durée de trois ans. Pour les autres accusés, Meziane Ighil a été condamné à 3 ans de prison ferme et 500 000 DA d'amende. L'ancien directeur général adjoint chargé de la sécurité au sein du Groupe, Abdelhafid Chachoua a été condamné à huit ans de prison ferme et son frère, Badr Eddine Chachoua a été condamné à quatre ans de prison ferme. L'ex-président du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite (CNR) Abdelali Meziani, a été condamné à un an de prison ferme alors que Belaïd Kechad, directeur d'El Khalifa Bank Blida, a été condamné à huit ans de prison. Mahrez Ait Belkacem, ancien directeur de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), a été acquitté.

Avant les délibérations, la présidente du tribunal a invité les accusés à dire leur dernier mot. Ces derniers ont remercié le tribunal de leur avoir permis de «s'exprimer en toute liberté, contrairement au procès de 2015», demandant leur «acquiescement des accusations montées de toutes pièces contre eux», leur réhabilitation et la mainlevée sur leurs biens acquis avant de rejoindre le Groupe Khalifa. Abdelmoumène Khalifa, accusé principal dans cette affaire, a exprimé son «souhait de voir la vérité éclater, après 14 années passées en prison pour des accusations montées contre lui par l'ancien système». Il a sollicité le tribunal à rendre des jugements «équitable cette fois-ci».

Dans son réquisitoire, le procureur général a requis à son encontre, mercredi dernier, la



Ph/D. R.

perpétuité et la confiscation de l'ensemble de ses biens, saisis dans le cadre de cette affaire. Comme il a requis la privation de ses droits civiques durant une période de dix ans ainsi que la saisie de tous ses biens résultant des délits pour lesquels il est poursuivi et l'interdiction de toute activité en relation avec les accusations portées contre lui durant dix ans, notamment celles liées à la création d'entreprises ou de banque ou l'occupation de postes dans des institutions publiques.

Contre les 11 autres accusés, le procureur général a requis des peines allant de 4 à 20 ans de prison pour les chefs d'inculpation «association de malfaiteurs», «banqueroute», «vol qualifié», «faux et usage de faux», «abus de confiance», «corruption» et «abus d'influence».

Pour rappel, en 2015, Abdelmoumène Khalifa a été condamné par le tribunal criminel près la cour de Blida à une peine de 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA avec confiscation de l'ensemble de ses biens.

Report du procès de Ould Abbès et Barkat

Par ailleurs, la cour d'Alger a reporté, hier, le procès en appel de l'affaire des deux anciens ministres de la Solidarité, Djamel Ould Abbès et Said Barkat au 29 novembre en cours.

La décision du report du procès intervient à la demande de la défense des accusés.

Ces deux anciens ministres ont été poursuivis pour détournement, dilapidation de deniers publics, conclusion de marchés en violation de la législation et abus de fonction.

Il est à rappeler que le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné Djamel Ould Abbès et Said Barkat à des peines respectives de 8 ans et 4 ans de prison ferme assorties d'une amende d'un million de DA chacun.

Impliqués dans cette affaire, l'ancien secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, Bouchenak Khelladi, a été condamné à une peine de 3 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA ; l'ancien chef du protocole, Djelloul Said, a été condamné à 2 ans de prison ferme dont une année avec sursis et une amende d'un million de DA, et l'ancien secrétaire général du même ministère, Ismail Benhabiles, a été

condamné à une année de prison ferme et une amende de 500 000 DA.

Le fils de Djamel Ould Abbès, El Ouafi (en fuite à l'étranger), a été condamné à 10 ans de prison ferme, assortis d'une amende d'un million de DA avec émission d'un mandat d'arrêt international à son encontre.

Cinq ans de prison ferme à l'encontre de Anis Rahmani

Hier, le tribunal de Bir Mourad Rais a prononcé une peine d'emprisonnement de 5 ans ferme, assortie d'une amende financière de l'ordre de 100 000 DA à l'encontre du directeur général du groupe de médias Ennahar, Mohamed Mokaddem, dit Anis Rahmani.

Il a été poursuivi pour les chefs d'accusation d'enregistrement et de diffusion d'une communication téléphonique qu'il a eue avec un officier supérieur de l'Armée. Dimanche dernier, le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais avait requis une peine de 10 de prison ferme assortie d'une amende de 100 000 DA.

A. F.

LA QUESTION DU JOUR

Nouveau cours onusien en Libye

Suite de la page une

D'une part que les discussions sont laborieuses, et de l'autre qu'elles avancent néanmoins dans la direction voulue par la représentante de l'ONU. Aux dernières nouvelles, les 75 auraient convenu de la tenue d'élections en décembre de l'année prochaine. Mais ce ne peut être en l'occurrence le principal point de leur accord. Accord n'est d'ailleurs pas le mot qui convient : ils n'ont pas été réunis pour décider mais pour donner leur aval à la feuille de route établie par l'ONU, sur la base sans doute des résultats acquis précédemment, et en premier lieu à Berlin en janvier dernier. La Manul transformera cette feuille de route en résolution dûment adoptée par le Conseil de sécurité, ce qui la rendra obligatoire pour toutes les parties libyennes. Telle est en tout cas la logique de la nouvelle stratégie onusienne pour la Libye. L'ONU décide et les Libyens obtempèrent. Il ne faut pas perdre de vue que la Libye est un pays placé sous la tutelle de l'ONU depuis la chute du régime Kadhafi en 2011. Si tel était effectivement le cours nouveau en Libye, alors le Forum ne devrait pas prendre fin sans qu'un nouvel exécutif, qu'il soit nommé conseil présidentiel ou qu'il porte un autre nom, ne soit désigné. Peut-être pas dans les heures à venir mais en tout cas dans le court terme. Un nouveau conseil présidentiel, cela veut dire que celui qui dirige Fayyaz el-Serraj, et qui découle de l'accord de Skhirat de décembre 2015, doit partir. Il pourrait en être de même des deux autres instances instituées par le même document adopté par le Conseil de sécurité : le Haut Conseil d'Etat, qui se trouve à Tripoli, et le Parlement, qui lui est à Tobrouk. En somme, pour être au rendez-vous des élections de décembre 2021, il faut sortir de l'accord de Skhirat tout en restant dans son prolongement. Autrement, le Forum n'aura servi à rien. La difficulté qu'il y a aujourd'hui à se reconnaître dans le dossier libyen, c'est que la nouvelle cheffe de la Manul ne communique pas, à la différence de celui dont elle était la seconde, Ghassan Salamé, qui lui en revanche n'arrêta pas de donner des interviews, et de nous dire ce qui se passait, et vers où lui-même se dirigeait.

L. M.

M. H.

Tissemsilt/Association

Programme de prévention contre le diabète

L'Association des diabétiques de la wilaya de Tissemsilt a lancé hier un programme de prévention contre le diabète, a-t-on appris de son président.

«Le programme, élaboré en collaboration avec la Direction de la santé et de la population, porte sur l'organisation d'actions périodiques de dépistage du diabète au niveau des structures sanitaires, les places et lieux publics ainsi que les cités d'habitation», a indiqué Abdelkader Maansser, en marge d'une journée de sensi-

bilisation tenue à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des diabétiques.

Il est prévu, dans le cadre de ce programme, des activités de sensibilisation sur cette maladie dans les établissements sanitaires et scolaires, et les lieux publics, telles que la distribution des dépliants et la dispense de conseils pour une alimentation saine et équilibrée, la pratique d'une activité physique et l'éloignement du stress et pressions.

La célébration de la Journée mondiale des diabétiques a été

marquée, dans la wilaya de Tissemsilt, par des expositions et des portes ouvertes sur cette maladie chronique.

A noter que les activités sont organisées dans le respect du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de coronavirus, selon la même source.

La radio régionale Tissemsilt est associée à ce programme, à travers la diffusion de spots et d'émissions de sensibilisation sur le diabète et sa prévention.

Sur le plan de la solidarité,

l'Association de wilaya des diabétiques, qui compte actuellement 4 773 adhérents, a prévu une opération de distribution prochaine de glucomètres et de médicaments aux malades nécessiteux dans les zones d'ombre.

Cette journée de sensibilisation, tenue au siège de l'association suivant un protocole préventif sanitaire, a donné lieu à une séance de diagnostic du diabète et de l'hypertension artérielle (HTA) au profit des citoyens.

Béchar Démantèlement d'un réseau national de narcotrafiquants

UN RÉSEAU national de présumés narcotrafiquants, composé de six individus, a été démantelé par les éléments des 5^e et 9^e sûretés urbaines de Béchar qui ont saisi plus de 6,4 kilogrammes de kif traité, a indiqué, hier, la cellule de communication et des relations générales de la sûreté de wilaya de Béchar.

L'opération est intervenue suite à l'exploitation de renseignements faisant état d'activités criminelles d'un réseau national de narcotrafiquants s'adonnant à la commercialisation illégale de drogue (kif traité) à partir de régions frontalières à destination de régions Est du pays, a-t-on précisé.

La coordination des efforts et des enquêtes policières entre les éléments des sûretés urbaines précitées, sous la supervision de la justice, ont permis l'identification et la surveillance des mouvements du principal accusé dans cette affaire et son arrestation par la suite à Béchar, a-t-on signalé.

La perquisition de son domicile, ordonnée par le procureur de la République près le tribunal de Béchar, a donné lieu à la découverte et la saisie de 6,450 kg de kif traité et l'arrestation de quatre complices qui étaient à Béchar à bord d'un véhicule particulier immatriculé dans la wilaya d'Alger et qui étaient, eux aussi, en possession kif traité (48 grammes), a ajouté la même source.

Ces quatre individus étaient à Béchar pour l'acheminement de la drogue (6,450 kg de kif traité), vers une ville de l'Est du pays, selon les précisions de la même source.

L'intensification des investigations ont permis l'identification d'un sixième complice, impliqué dans cette affaire, dans la ville de Bordj Bou-Arreridj, ce qui a nécessité une extension de compétence des enquêteurs qui s'est traduite par l'arrestation de cet individu dans cette ville de l'Est du pays.

Deux véhicules particuliers utilisés par ces six présumés narcotrafiquants ainsi qu'un montant de 50 000 DA ont été saisis lors de cette affaire, a fait savoir également la source.

Les mis en cause (29 à 33 ans) ont été placés en détention provisoire par le magistrat instructeur près le tribunal de Béchar, pour «*détention, transport et stockage illégaux de drogue, dans le cadre d'une bande criminelle organisée*» et aussi pour «*contrebande avec utilisation de moyens de transport mobile, contrebande à un degré de danger pouvant menacer la sécurité, l'économie nationale et la santé publique*», a conclu la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béchar.

H. N.

Cancer du sein

Un soutien psychologique au profit des femmes des zones d'ombre d'Oran

■ 25 femmes des zones éloignées de la wilaya d'Oran atteintes d'un cancer du sein bénéficient actuellement d'une prise en charge psychologique dans le cadre de la caravane de dépistage de la maladie, organisée par la Direction de wilaya de la santé et de la population, a-t-on appris, hier, de la responsable locale du programme national de dépistage du cancer du sein.

Par Hocine H.

Ces femmes, ayant subi un cancer du sein ou une ablation de sein pour cause de cancer, nécessitent un réel soutien psychologique en raison des séquelles psychologiques laissées par le traitement thérapeutique (radiothérapie et chimiothérapie) et la chirurgie, a précisé à l'APS D' Faïza Mokdad.

Le cancer du sein constitue un véritable combat si l'on considère la longueur des parcours thérapeutiques, un véritable parcours du combattant pour les femmes et «*l'ablation du sein est parfois nécessaire pour supprimer la tumeur mais souvent mal vécue par les femmes, un soutien psychologique est plus qu'impératif*», précise-t-on.

«*Nous avons intégré ces femmes issues de zones rurales et éloignées dans des groupes de paroles pour leur permettre de s'exprimer, de raconter leurs histoires et expériences avec le cancer, elles seront suivies par*



des psychologues qui les aideront à surpasser leur douleur psychologique», a-t-elle souligné.

Cette caravane de dépistage du cancer du sein, organisée à l'occasion du mois d'Octobre rose, a touché 37 zones d'ombre dans la wilaya d'Oran. Plus de 1 400 femmes, de toutes tranches d'âge ont été sensibili-

sées et 670 d'entre elles ont été examinées au niveau du Clino-mobile, mobilisé pour l'occasion.

Ce Clino-mobile a été doté de boîtes de consultation, d'interrogatoire et d'échographie, et aussi de médecins généralistes, de sages-femmes, d'un psychologue, d'une conseillère en allaitement maternel et d'un onco-

logue et gynécologue.

21 femmes âgées de 23 à 49 ans montraient, après examens, des lésions très suspectes du sein. Elles ont été prises en charge et orientées pour effectuer des examens plus approfondis, des bilans et des biopsies, entre autres.

H. H.

Ouargla

Réalisation d'espaces verts à travers la wilaya

Plusieurs espaces verts sont en cours de réalisation à travers différentes régions de la wilaya de Ouargla, à la faveur d'une enveloppe de 40 millions DA puisée sur budget de la wilaya, a-t-on appris, hier, auprès de la Conservation locale des forêts. Lancés au niveau des communes de Ouargla, Ain-El-Beida, Sidi-Khouiled, Touggourt, Nezla, Zaouia El-Abidia, Taibet, M'naguar, Sidi-Slimane et Mégarine, ces projets portent sur le boisement de certains sites de différentes espèces d'essence sylvoicole et

d'embellissement. L'opération vise, entre autres objectifs, la préservation de l'environnement, l'extension du couvert végétal, l'ancrage de la culture de boisement et la création d'aires de détente et de loisirs, ainsi que la protection des axes routiers du phénomène de l'ensablement et la génération de postes d'emploi, a-t-on souligné.

Un financement de 264 millions DA, retenu au titre du Fonds national de développement rural, a été consacré à la réalisation d'opérations similaires au profit des 21 com-

munes de la wilaya de Ouargla, a encore fait savoir la source. Inscrites dans le cadre du titre du programme de protection des terres en régions steppiques et sahariennes, ces opérations ont porté sur la réalisation de puits pastoraux et leur équipement en kits solaires, de canalisations d'irrigation en zones forestières, l'entretien de pistes agricoles, la mise en place de brise-vents et la plantation d'arbres fruitiers, selon la Conservation des forêts de Ouargla.

O. N.

Ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up

Les attributions et organisation fixées

Deux décrets exécutifs fixant les attributions et organisation du ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up ont été publiés au «*Journal officiel*» N° 64.

Datant du 15 octobre 2020 et signés par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, les deux décrets portent respectivement les numéros 20-306 et 20-307.

Il est souligné, dans le premier décret, que «*dans le cadre de la politique générale du gouvernement et de son programme d'action, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, propose les éléments de la politique nationale dans le domaine de l'économie de la connaissance et des start-up. Il veille à sa mise en*

œuvre, conformément aux lois et aux règlements en vigueur».

Ainsi, le ministre délégué «*rend compte des résultats de ses activités au Premier ministre, aux réunions du gouvernement et au Conseil des ministres, selon les formes et les échéances établies*». Le décret stipule que le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, est chargé, notamment : d'élaborer les plans, les programmes et les projets pour le développement de l'économie de la connaissance et des start-up et d'assurer leur cohérence et de proposer le cadre législatif et réglementaire relatif à l'économie de la connaissance des start-up et des structures d'appui.

Promouvoir et développer l'économie de la connaissance,

les start-up et l'écosystème y afférent, soutenir le déploiement au niveau international des opérateurs économiques nationaux activant dans le domaine de l'économie numérique et des start-up, œuvrer à la promotion de l'investissement étranger, dans les domaines intéressant le secteur, ainsi que contribuer à la mise en place des labels en rapport avec les structures d'appui, sont également parmi les principales missions attribuées au ministre délégué. Le ministre délégué veille également à la promotion et à l'organisation de manifestations scientifiques et techniques dans les domaines d'intérêt, selon le décret, ajoutant qu'il propose aussi l'organisation de l'administration des établissements placés sous sa tutelle et veille à leur bon fonctionnement, dans le cadre des lois et règle-

ments en vigueur.

Par ailleurs, le second décret exécutif, portant organisation des services du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, stipule la création de deux directions au sein de ce ministère délégué, à savoir la direction de l'économie de la connaissance et la direction des start-up et des structures d'appui.

La direction de l'économie de la connaissance comprend la sous-direction de l'innovation et la sous-direction de l'économie numérique, tandis que celle des start-up et des structures d'appui renferme la sous-direction de la promotion et du développement des start-up et la sous-direction des structures d'appui et d'accompagnement.

Hani T.

Banque africaine de développement

Appel à une coopération internationale pour aider les pays fragiles face au Covid-19

■ Plusieurs experts ont appelé, lors d'une récente initiative de la Banque africaine de développement (BAD), à une coopération internationale élargie pour répondre à la situation des pays fragiles aggravée par le Covid-19.

Par Salem K.

Cet appel a été lancé lors d'une session virtuelle organisée en fin de la semaine écoulée sur le thème «Sécurité humaine dans les contextes fragiles : accroître les investissements humanitaires et de résilience», a précisé la BAD sur son site web.

Organisée dans le cadre du 1^{er} Sommet mondial «Finance en commun», cette session a vu la participation du vice-président de la BAD, chargé du développement régional, de l'intégration et de la prestation de services, Khaled Sherif, le P-DG d'une société britannique spécialisée dans la gestion d'actifs, Katherine Garrett-Cox, le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer, et Shinichi Kitaoka, président de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Dans un contexte de crise sanitaire, M. Sherif s'est voulu optimiste sur la volonté de tous les acteurs du développement de travailler ensemble pour renforcer et stabiliser la situation des zones à risque et des pays fragiles, rapporte la BAD.

«Très longtemps, nous avons laissé la question du développement des populations vulnérables aux associations humanitaires, ONG, fondations et acteurs de la société civile. Nous devons créer désormais des alliances nouvelles et fortes afin d'améliorer l'impact des actions humanitaires et de développement au profit des communautés rurales et des populations vulnérables», a-t-il estimé.

Rappelant la stratégie de la BAD, il a précisé : «Nous avons la conviction que seule une Afrique intégrée est une Afrique résiliente et créatrice de prospérité».

La Banque a fortement renforcé son soutien aux Etats fragiles dans le cadre de la mise en œuvre de ses priorités opérationnelles les «High 5».

Entre 2014 et 2019, ses engagements en faveur de ces pays ont connu une hausse de 51 % par rapport à 2008-2013.

Quelque 345 opérations d'un montant de 6,45 milliards de dollars ont été approuvées pour ces pays, où le principal défi de développement reste la fragilité.

Pour sa part, M. Maurer a souligné que la pandémie de Covid-19 avait aggravé sérieu-



PHOTO: R.

sément la situation des pays fragiles, déjà affectés par l'insécurité alimentaire, le changement climatique ou encore les conflits armés.

«Près de 80 % des cas de fragilité dans le monde proviennent d'une vingtaine de situations en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient», a-t-il précisé.

Selon lui, «il faut bâtir des programmes qui répondent à chaque besoin face à l'urgence de certaines situations, qui appellent à une plus grande coopération entre les acteurs de terrain et les banques

publiques de développement».

Le président de l'Agence japonaise JICA, a quant à lui, rappelé le soutien actuel du Japon aux pays africains touchés par la crise sanitaire mondiale, en termes d'infrastructures de santé ou de mise à disposition de médicaments.

M^{me} Garrett-Cox a souligné que le marché de l'investissement durable a progressé de 34 % entre 2016 et 2018 pour atteindre 30 000 milliards de dollars, répondant à une demande d'investissement en finance durable de plus en plus

forte ces dix dernières années.

Réunissant 450 banques publiques de développement, le Sommet mondial a permis de signer une Déclaration conjointe à travers laquelle une nouvelle coalition d'institutions financières consacrées au développement se sont engagées à mutualiser leurs efforts pour faire face aux nouveaux défis mondiaux liés à la crise du Covid-19 et réorienter leurs financements vers une croissance inclusive qui prend en compte les Objectifs de développement durable (ODD).

S. K.

Partenariat économique régional global

Quinze pays d'Asie et du Pacifique signent un accord de libre-échange promu par la Chine

Quinze pays d'Asie et du Pacifique ont signé hier un important accord commercial, promu par la Chine, à l'occasion de la clôture d'un sommet virtuel de l'Asean qui avait débuté jeudi.

Ce Partenariat régional économique global (RCEP) devient l'accord commercial le plus important du monde en termes de Produit intérieur brut (PIB), selon des analystes, et concernera plus de 2 milliards d'habitants.

Il vise à créer une gigantesque zone de libre-échange entre les 10 Etats de l'Asean – Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Cambodge, Laos et Brunei – et la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

«Je suis heureux qu'après huit années de négociations complexes, nous puissions terminer officiellement aujourd'hui les négociations du RCEP», a déclaré le Premier ministre vietnamien, Nguyen Xuan Phuc, dont le pays assure la présidence tournante de l'Asean.

Ce pacte, dont l'idée remonte à 2012, est considéré comme la réponse chinoise à une initiative américaine aujourd'hui abandon-

née. Le RCEP, dont les membres représentent 30 % du PIB mondial, sera «une étape majeure pour la libéralisation du commerce et de l'investissement dans la région», a estimé Rajiv Biswas, économiste en chef pour l'Asie et le Pacifique du consultant IHS Markit.

La signature de cet accord intervient dans un contexte de forte crise économique en raison de l'épidémie de Covid-19 pour les dix membres de l'Association des nations du sud-est asiatique (Asean).

La signature du RCEP est «une victoire du multilatéralisme et du libre-échange»

La signature du Partenariat économique régional global (RCEP) entre les pays asiatiques est «une victoire du multilatéralisme et du libre-échange», a déclaré, hier, le Premier ministre chinois, Li Keqiang.

«La signature du RCEP n'est pas seulement une réalisation historique de la coopération régionale en Asie de l'Est, mais aussi une victoire du multilatéralisme et du libre-échange», a indiqué M. Li, lors du 4^e sommet

du RCEP organisé par vidéoconférence. «Le groupe de libre-échange insufflera sans aucun doute un nouvel élan au développement et à la prospérité de la région et contribuera à la reprise économique et à la croissance du monde», a-t-il déclaré.

M. Li a expliqué qu'après huit années de négociations, la signature du RCEP avait apporté lumière et espoir aux gens face à la situation internationale morose d'aujourd'hui, montrant que le multilatéralisme et le libre-échange restent la direction correcte pour l'économie mondiale et le progrès humain.

Le RCEP permet aux gens de choisir la solidarité et la coopération face aux défis, au lieu de recourir aux conflits et à la confrontation, et de choisir l'assistance et le soutien mutuels, au lieu d'adopter une approche protectionniste ou une attitude «attentiste», a-t-il indiqué, ajoutant que cela montrait au monde que l'ouverture et la coopération étaient le seul moyen d'obtenir des résultats mutuellement bénéfiques.

L'accord RCEP a été signé hier entre les 15 pays participants.

B. N.

Arabie saoudite L'inflation a atteint 5,8 %

L'INDICE des prix à la consommation en Arabie saoudite a augmenté de 5,8 % en octobre par rapport au même mois de l'année dernière, dépassant légèrement le taux de 5,7 % de septembre dernier, a indiqué, hier, l'Autorité générale des statistiques.

Le plus grand exportateur mondial de pétrole est confronté à une forte contraction économique cette année après que la pandémie de Covid-19 a freiné la demande mondiale de brut et que les mesures visant à contenir le coronavirus ont nui à l'activité intérieure.

«Compte tenu de l'effet de l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5 % à 15 % en juillet 2020 sur les prix à la consommation dans tout le Royaume, la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) provient principalement de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons (+13,0 %) ainsi que les prix des transports (+7,0 %)», a déclaré l'Autorité générale des statistiques.

Les aliments et les boissons ont enregistré la plus forte augmentation annuelle des prix et ont été le principal moteur du taux d'inflation d'octobre, a souligné l'autorité.

La hausse de la TVA a contribué à une augmentation des revenus non pétroliers au troisième trimestre, mais les économistes ont déclaré qu'elle ralentirait probablement la reprise économique.

Kamel L.

Sétif

Fermeture du parc d'attractions par mesure de précaution

LE WALI de Sétif, Kamel Abla, a décidé de fermer le parc d'attractions, au centre-ville de Sétif, par mesure de précaution contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La même source a indiqué à l'APS que la décision de fermer le parc d'attractions fait partie de nombreuses mesures préventives visant à limiter la propagation de l'épidémie de Covid-19 dans la région, après l'évolution de la situation épidémiologique dans la wilaya se traduisant par une augmentation des cas de contamination.

Ces mesures comprennent également la réduction de l'activité des cafés à travers la mise en place de la vente rapide, tout en interdisant l'usage des chaises afin d'éviter la propagation de l'épidémie et de préserver la santé et la sécurité des citoyens, ont fait savoir les services de la wilaya.

La même source a rappelé, en ce sens, que le wali de Sétif avait souligné, lors d'une rencontre tenue la semaine dernière avec les membres de la commission de wilaya en charge du suivi de l'évolution de la situation épidémiologique dans la région, la «nécessité de renforcer les mesures dissuasives contre tous les contrevenants aux mesures préventives imposées et ce, sans complaisance, afin d'enrayer cette pandémie».

Le wali avait aussi appelé au suivi de l'application des protocoles de santé dans les mosquées et les établissements scolaires, tout en renforçant les opérations de sensibilisation auprès des élèves pour éviter les rassemblements devant les écoles, ainsi qu'en déployant les opérations de désinfection, en renforçant le contrôle des hôtels et des salles de fête qui enfreignent ces mesures et en prenant des mesures coercitives à cet égard, a-t-on ajouté.

Le même responsable avait mis l'accent, en outre, sur la nécessité de suivre l'approvisionnement en matière de produits alimentaires de grande consommation et de lutter contre toutes formes de spéculation, en coordination avec les services de sécurité, a-t-on indiqué.

Dailia A.

Oran

Programme de plantation d'arbres à valeur économique

■ L'association d'ornithologie et de protection de l'environnement «Chafiaallah» d'Oran prépare activement un programme de reboisement d'espaces vierges au niveau de sept forêts de la wilaya par la mise en terre de plants d'arbres à valeur économique, a-t-on appris de son président.

Par Walid B.



Ph: D. R.

les hauteurs d'Aïn El Kerma (Boutlélis), qui avait enregistré un incendie il y a plus d'une semaine.

Il est prévu, au niveau de ces espaces boisés, la mise en terre de plants de caroubier et de chêne-liège, a précisé la même source, soulignant que l'objectif de cette initiative, qui sera lancée en janvier prochain, est de régénérer le couvert végétal avec des espèces d'arbres qui présentent un intérêt économique, contrairement aux autres forêts de pin d'Alep et d'Eucalyptus.

En matière de protection des

forêts contre les incendies, l'association propose un arrêté de wilaya interdisant les barbecues au sein des espaces forestiers de la wilaya.

Par ailleurs, l'association œuvre à la création d'une fédération des chasseurs de la wilaya d'Oran, de concert avec les amateurs des randonnées en montagne, dans le cadre d'une opération de protection du couvert végétal, avec pour objectif de signaler tout dépassement portant atteinte aux forêts et massifs boisés et de sensibiliser les riverains à la lutte contre l'élevage

anarchique et le dépôt de déchets, a fait savoir Mâamar Chafiaallah.

Organisée par l'association d'ornithologie et de protection de l'environnement avec la participation de la Fédération des chasseurs de la wilaya d'Oran, la Conservation des forêts et des associations à caractère culturel, sanitaire, social et environnemental, la campagne de nettoyage a été marquée par le ramassage des déchets et ordures jetés pêle-mêle dans la forêt de Madagh (Aïn El Kerma).

W. B.

Chlef

Interruption pour travaux de l'alimentation en eau à partir d'aujourd'hui

Une interruption de l'alimentation en eau potable (AEP) touche à partir d'aujourd'hui trois communes et des quartiers de la partie sud de la ville de Chlef en raison de travaux de réhabilitation des installations principales de la chaîne de production du barrage Sidi Yakoub, a-t-on indiqué dans un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

Selon le document, la coupure d'eau qui s'étalera de lundi à jeudi prochain touchera les communes d'El Hadjadj, Ouled

Abdelkader et Sendjas, ainsi que les quartiers «Radar», «les frères Abad» et «El Moussalaha», dans la partie sud de la ville de Chlef.

La perturbation dans l'alimentation en eau potable est due aux travaux de réhabilitation et d'entretien programmé au niveau des installations principales de la chaîne de production du barrage Sidi Yakoub, a ajouté la même source, signalant que la reprise de l'alimentation au niveau des communes et quartiers touchés par la

coupure se fera une fois les travaux terminés.

Le barrage de Sidi Yakoub contribue à l'alimentation en eau de trois communes et des quartiers sud de la ville de Chlef, ainsi qu'à l'irrigation agricole, au moment où le reste des communes de la wilaya est alimenté à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Ténés (55 km au nord de Chlef), ayant une capacité de production de 200 000 M³/J d'eau.

Bilal A.

Djelfa

Deux adolescents électrocutés, dont un décédé

Un adolescent est décédé et un autre a été blessé par électrocution samedi dans la ville de Charef (50 km à l'ouest de Djelfa), a rapporté la Protection civile. Selon le chargé de communication auprès de ce

corps constitué, le sous-lieutenant Abderrahmane Khadher, l'unité secondaire de Charef est intervenue à la mi-journée suite à l'électrocution de deux adolescents âgés de 16 ans après avoir touché un poteau électrique.

«L'une des deux victimes est morte sur le coup, tandis que l'autre a été atteinte de blessures diverses, pour lesquelles elle a reçu les premiers secours sur place avant d'être évacuée vers l'hôpital pour bénéficier des

soins nécessaires», a ajouté le responsable. La victime décédée a été transférée vers la morgue du même établissement hospitalier de la ville de Charef, a-t-il précisé.

Farouk F.

Constantine

Arrestation d'un individu impliqué dans une affaire d'homicide

Un individu impliqué dans une affaire d'homicide a été arrêté par les éléments de la police judiciaire de la sûreté urbaine extra-muros de la commune d'Aïn Smara (Constantine), apprend-on de source policière.

Agissant sur la base d'un appel téléphonique effectué par l'un des citoyens ayant remarqué un comportement suspect d'un individu répétant qu'il avait commis un meurtre, les éléments de ce corps constitué

se sont dépêchés sur les lieux pour l'arrestation du mis en cause, âgé de 28 ans, qui a été interpellé et conduit à la sûreté urbaine extra-muros de la ville d'Aïn Smara pour examen judiciaire, a expliqué la même source.

Le suspect, qui était en état de choc, avait des tâches de sang sur ses vêtements, a fait savoir la même source, précisant que le mis en cause a fini par avouer qu'il avait tué la victime (une femme âgée de 30) à coups de couteau, a-t-on précisé de même source.

Les investigations ont permis également de découvrir l'arme et le lieu du crime, où les éléments de la police ont découvert le corps sans vie de la jeune femme tuée, a fait savoir la source.

Un dossier pénal a été établi à l'encontre de l'accusé pour «homicide volontaire». Il sera traduit devant les instances judiciaires concernées après l'achèvement des démarches judiciaires d'usage, a-t-on signalé.

Ayman N.

Mois des cultures numériques en Algérie

Un programme riche et varié

■ Des conférences, des projections filmiques, des rencontres débats et autres activités artistiques sont au programme du mois des cultures numériques, organisé en ce mois de novembre. Initié par l'Institut culturel français en Algérie, cet événement se veut une occasion pour découvrir de nouveaux talents en culture numérique et faire découvrir cet art à ceux qui ne le connaissent pas encore, précisent les organisateurs. Quatre des cinq antennes de l'Institut sont concernées par l'événement, à savoir Alger, Oran, Tlemcen et Constantine et ce, jusqu'au 30 novembre courant.

Par Abila Selles

Les jeunes Algériens ayant des connaissances importantes en matière de culture numérique sont les bienvenus dans quatre antennes de l'Institut français en Algérie, à savoir Alger, Oran, Tlemcen et Constantine. C'est dans le cadre du mois des cultures numériques, organisé par cet établissement culturel, que ces jeunes peuvent prouver leur talent, partager un savoir-faire et des expériences. Cette manifestation culturelle qui s'organise jusqu'au 30

novembre courant met la lumière sur la créativité des jeunes Algériens à travers les trente activités physiques et/ou en ligne qui sont à retrouver sur la plateforme numérique de l'Institut.

La réalité virtuelle, le jeu vidéo, les podcasteurs et autres arts numériques, autant de thématiques qui seront abordées et décortiquées à travers des visites virtuelles, des débats, des projections ou encore des expositions en ligne, précisent les organisateurs. L'exposition numérique Machines à bulles, l'exposition murale Superdrame: comprendre les cultures numériques, les journées suisses du digital, «Longue nuit» Hommage à Mohammed Dib, projection du film documentaire «Les Saisons» et la nuit de la poésie «Ode à l'espoir», sont les principales activités organisées à Alger. Le Centre culturel français de Tlemcen a organisé des acti-



vités autour de la question «Quel est l'apport de l'informatique en milieu scientifique ?», Claude Monet, L'obsession des Nymphéas, initiation au dessin de BD, initiation au logiciel B et musique numérique.

Quant à Constantine, une conférence de Malika Brahmi et Florent Mounier, cofondateurs de 2D et 3D, revient sur «Comment

passer du dessin à l'animation ? De la bande dessinée au film ?» «Ces deux supports visuels ont trouvé leur fusion grâce au numérique et aux révolutions qu'ils a apportées et qui ont donné des chefs-d'œuvre cinématographiques», expliquent les organisateurs. Pour sa part, l'Institut culturel français d'Oran a organisé une visioconférence «Sartre et

le numérique», projeté le film d'animation «Astérix et les vikings» et lancé un débat autour de l'innovation à la révolution technologique. D'autres activités sont aussi programmées.

L'événement est ouvert à tous, dans le respect des mesures de distanciation sociale.

A. S.

Festival international de Berlin «Synapse» de Noureddine Zerrouki représente l'Algérie

LE COURT métrage mimique «Synapse», du réalisateur Noureddine Zerrouki de la wilaya de Tiaret, prendra part au Festival international cinématographique de Berlin, prévu du 17 au 22 novembre en cours.

Ce court métrage a été sélectionné pour participer au festival en compagnie de 22 autres films de metteurs en scène de pays différents de l'Afrique dont l'Égypte, le Kenya, Madagascar et l'Afrique du Sud. Le film «Synapse» participera au concours des courts métrages africains traitant de questions sociales et politiques et d'autres abordant la situation sanitaire à l'ère de la pandémie de coronavirus.

L'histoire du film «Synapse» tourne autour du comportement de passagers d'un bus et traite de la communication positive et des préjugés des uns sur les autres. Ce film muet a récemment remporté le prix de la meilleure réalisation au Festival du court métrage de La Haye (Pays-Bas) et a été loué par le jury pour son haut niveau artistique et son contenu humain. Il a également décroché le grand prix international «Autruche d'or» au Festival de Nouakchott, en Mauritanie, et a participé à plusieurs festivals en Mauritanie, au Maroc, en Égypte et en Suisse.

F. H.

Face au problème que connaît le monde du livre depuis le début de la pandémie en Algérie, en mars dernier, les éditeurs essaient de trouver des solutions pour limiter les dégâts. En effet, l'organisation des braderies de livres et proposer des promotions importante paraît le seul choix possible des librairies. D'ailleurs, c'est ce qu'ont fait les maisons d'édition Barzakh, Apic et Koukou. Le directeur de cette dernière, Arezki Ait Larbi a résumé la situation du livre en Algérie en écrivant sur sa page Facebook : «Impactée par la crise sanitaire, la filière du livre est à l'agonie. Le Sila, fête annuelle du livre et de la lecture, a été annulée. M. Hadj Benzekour, le grand distributeur de Blida, est décédé du Covid 19 et son établissement a cessé son activité. Éditeurs, libraires, distributeurs et imprimeurs atten-

dent un geste des autorités, qui multiplient les promesses, pour l'instant sans suite».

Pour tenter de sortir de cette situation avec moins de pertes, «Koukou Editions tente de s'adapter à la nouvelle situation. Depuis juillet 2020, quelques ouvrages de notre catalogue sont accessibles aux lecteurs de l'étranger, notamment ceux de France et du Canada, via Amazon, la plateforme de vente par correspondance. D'autres titres le seront prochainement. Dans ce climat de sinistrose, des acteurs culturels, qui refusent la fatalité de la résignation, explorent de nouvelles pistes pour garder la tête hors de l'eau. Comme celle initiée par Omar Cheikh, libraire à Tizi Ouzou, et inaugurée, fin octobre, par les éditions Barzakh : des livres de grande qualité, d'auteurs de renom sont proposés à prix cassés», ajoute le directeur de cette mai-

son d'édition.

«En coordination avec M. Omar Cheikh, Koukou Editions a décidé de participer à cette opération citoyenne. Le «KOUKOU fait son Sila 2020» se déroulera du 14 au 24 novembre 2020, simultanément dans plusieurs librairies d'Alger, de Tizi-Ouzou et de Bgayet. Il s'étendra à d'autres villes, selon la demande. Vingt titres du catalogue édités avant 2020 seront cédés avec des réductions exceptionnelles, comprises entre 50 et 70 % du prix «normal»», précise la même source. Les librairies concernées sont : Multilivres Omar Cheikh (centre-ville), Ahwidh / Tahar (artisanat), Libre pensée (rond point Bastos, Nlle Ville) Bgayet et la librairie Gouraya / Mahindad (Rue de la Liberté, impasse Zaouche à Alger).

R. C.

Malgré le Covid-19

La maison Koukou fait son salon

Festival international du film du Kenya «Le dernier mot» de Youcef Bentis primé

Le court métrage de fiction «Le dernier mot», du réalisateur algérien Youcef Bentis, a décroché le prix spécial du jury au Festival international du film du Kenya, a annoncé le réalisateur sur sa page Facebook. En lice avec d'autres films issus de plusieurs pays du continent africain, «Le dernier

mot» relate, en 13 minutes, l'histoire d'un scénariste qui souffre de dépression, aggravée par ses relations continues mais compliquées avec des producteurs, certes intéressés par ses écrits et ses personnages, mais qui n'ont pour seul souci que le «gain facile». Le jury a également distingué «The Payout» (Afrique du

Sud) du prix du «Meilleur film de fiction», alors que le court métrage «Monring after» (Kenya) s'est vu attribuer le meilleur prix de sa catégorie.

Dans la catégorie documentaire, «Golden fish, africain fish» (Sénégal) a été sacré meilleur film documentaire, tandis que l'Égyptien Tamer Ezzat a raflé le

prix du meilleur réalisateur pour son film «When we're born» dont le scénariste, Nadine Shams, a lui aussi été primé.

Organisé depuis 2006, le Festival international du film du Kenya s'est imposé comme un des rendez-vous incontournables du cinéma en Afrique.

M. K.



Nagorny Karabakh

L'Arménie commence son retrait d'une région avoisinante

■ Les forces arméniennes devaient commencer leur retrait cette semaine de la région de Kalbajar, près du Nagorny Karabakh, dont une partie revient sous le contrôle de l'Azerbaïdjan à la faveur d'un accord de paix, après six semaines de combats meurtriers.

Par Mourad M.

Symbole de ce revers humiliant pour l'Arménie, des habitants des villages locaux ont préféré brûler leurs maisons plutôt que de les voir tomber entre les mains de leur voisin honni, avec lequel Erevan se dispute le contrôle de cette enclave montagnaise depuis des décennies.

Samedi, des dizaines de maisons ont été ainsi incendiées par leurs propriétaires dans le village de Charektar, dans la région de Kalbajar, qui était sous contrôle des forces arméniennes depuis une première guerre au début des années 1990 ayant fait 30 000 morts.

Cette région fait partie du «glacis protecteur» formé par les forces arméniennes autour du Nagorny Karabakh à proprement parler, dont une partie doit également revenir à l'Azerbaïdjan selon les termes de l'accord de paix signé en début de semaine.

Le district de Kalbajar était peuplé, avant les déplacements de populations liés à la guerre des années 1990, quasi exclusivement d'Azerbaïdjanais, le gouvernement arménien ayant ensuite financé l'installation de familles arméniennes dans la zone.

Sur les routes, l'AFP a vu ces deux derniers jours de nombreux habitants déménager leurs biens à bord de camions surchargés partant pour l'Arménie.

L'accord de paix prévoit la présence au Nagorny Karabakh de forces de maintien de la paix russes, qui sont arrivées dès vendredi à Stepanakert, la capitale locale, où elles contrôlaient les abords et la ligne de front tout proche.

En partie défigurée par les roquettes, Stepanakert, qui reste sous contrôle arménien, est vidée de ses habitants. Les autorités locales les ont appelés à rentrer au plus vite mais la quasi-totalité des magasins sont encore fermés. Une dizaine de bus

est arrivée samedi d'Arménie avec à son bord quelques habitants, tandis que des navettes gratuites ont été mises en place depuis Erevan.

Internet ne fonctionne toujours pas, et les téléphones portables accrochent désormais les opérateurs azerbaïdjanais.

Les troupes russes y sont présentes, notamment à un gros carrefour sud-ouest de la ville, à la faveur de l'accord de paix qui prévoit le déploiement de près de 2 000 soldats de Moscou avec des engins blindés et des hélicoptères.

En attendant le déploiement complet des forces russes, et la réouverture du corridor de Latchin, cordon ombilical reliant l'Arménie à l'enclave, la seule voie d'accès au Nagorny Karabakh est la route passant par le nord de l'enclave, par le district de Kalbajar, qui devait être rétrocédé hier à l'Azerbaïdjan.

Précisément le long de cette même route, des soldats russes ont pris position samedi au monastère de Davivank, fondé au XII-XI^e siècle, dont les autorités arméniennes ont dit craindre qu'il ne soit dégradé ou profané par les forces azerbaïdjanaises. Samedi soir, d'ultimes célébrations y ont eu lieu. Tous les objets liturgiques avaient été enlevés, de même que de précieux khachkars vieux de 800 ans, croix de pierre sculptées typiquement arméniennes. «Je n'ai pas l'intention de partir», a assuré à l'AFP le père Hovhannes.

Le Président azerbaïdjanais, Ilham Aliév, a de son côté indi-



PH. > D. R.

qué à son homologue russe Vladimir Poutine, lors d'une conversation téléphonique, que les églises revenant sous le contrôle de son pays seront «protégées par l'Etat» et que «les chrétiens pourront continuer à les utiliser», selon le Kremlin. Dans une conversation séparée entre M. Poutine et le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, les deux hommes ont souligné «l'importance de maintenir la stabilité» autour de la situation au Nagorny Karabakh.

L'Arménie a reconnu samedi avoir perdu 2 317 soldats dans le conflit, soit près du double des pertes annoncées jusque là. L'Azerbaïdjan, pour sa part, ne communique pas ses pertes militaires.

Le processus d'évacuation des corps autour de la ville de

Choucha (Chouchi en arménien), voisine de Stepanakert mais sous contrôle azerbaïdjanais, se poursuivait par le CICR, sous la protection des soldats russes, a-t-on constaté.

Des proches venaient collecter à la morgue de Stepanakert les dépouilles des soldats, où l'on procède à leur identification. Près de 280 corps y ont été ramenés samedi, selon un témoin sur place. Chacun recouvert du drapeau du Nagorny Karabakh, quatre cercueils y étaient visibles hier matin dans la cour.

«Je suis venu chercher le corps de mon neveu, tué à Chouchi. Son alliance était toujours à son doigt, apparemment les corps laissés sur le champ de bataille n'ont pas été profanés», a raconté un homme d'une cinquantaine d'années. M. M.



Commentaire

Mesures

Par Fouzia Mahmoudi

Si les dirigeants allemands et français continuent, comme toujours, d'afficher une entente à toute épreuve, Emmanuel Macron et Angela Merkel partageant les mêmes vus sur le libéralisme et une intégration des États de plus en plus complète dans l'Union européenne, une partie de la presse allemande a du mal à comprendre les mesures anti-Covid-19 prises par les autorités françaises. Le Président français a de concert avec le Premier ministre annoncé ces dernières semaines de nombreuses mesures, très restrictives, pour tenter de lutter contre une «seconde vague» du nouveau coronavirus. Toutefois, ces mesures, qui ont été décidées dans l'optique de stopper le nombre de contaminations, impactent très fortement l'économie et notamment les petits commerces, les entrepreneurs indépendants ainsi que tout le monde de la restauration. Une situation aux ramifications économiques et sociales qui s'étendent sur de nombreuses années et qui surprennent la presse outre-Rhin. En effet, un article de l'hebdomadaire allemand «Die Zeit», publié le 12 novembre, se montre particulièrement critique de la politique sanitaire conduite par Emmanuel Macron et son Premier ministre, Jean Castex. Son autrice, la correspondante en France Annika Joeres, s'étonne notamment de voir les Français obligés de remplir une attestation pour aller chercher leurs enfants à l'école ou pour acheter du sirop pour la toux. Elle s'amuse aussi de voir la grande distribution obligée de retirer les produits dits «non essentiels» de ses rayons. Et «Die Zeit» de renommer la France : «Absurdistan ?». La journaliste poursuit son réquisitoire avec un portrait au vitriol d'Emmanuel Macron, un chef d'État «quasi monarchique» qui régnerait en maître sur un Parlement déclassé au profit du Conseil de défense. Comble de l'ironie selon le journal : malgré ces règles répressives et ce président de la République omnipotent, la France compte plus de morts du nouveau coronavirus que la Suède qui, elle, n'oblige même pas ses concitoyens à porter le masque en toutes circonstances. Mais la journaliste allemande est loin d'être la première à avoir dénoncé cet état de fait, les premiers étant d'abord les premières victimes des mesures restrictives du gouvernement. Les commerçants, entrepreneurs et restaurateurs, premières victimes de ce deuxième confinement, ont effectivement été les premiers à pointer du doigt l'iniquité des mesures prises et surtout des retombées économiques qui se répercuteront sur plusieurs années et sur des générations de Français. Les autres pays de l'Union européenne voient ainsi en la France un exemple à ne surtout pas suivre, d'autant que, pour le moment, les chiffres de contaminations et de décès dans l'Hexagone sont loin de montrer une quelconque efficacité des mesures prises. F. M.

Pérou

3 morts lors de manifestations appelant à la démission du nouveau président

Autour de moins trois personnes ont été tuées samedi à Lima, lors d'une nouvelle journée de manifestations, réprimées par la police, contre l'accession à la présidence de Manuel Merino dont le chef du Congrès péruvien a réclamé la «démission immédiate».

Des milliers de manifestants, pour la plupart des jeunes de moins de 25 ans, étaient de nouveau descendus dans la rue samedi, dans différentes villes du pays, pour exiger la démission de M. Merino et rejeter ce qu'ils considèrent comme un coup d'État parlementaire.

Le Parlement péruvien avait voté lundi dernier la destitution du Président Martin Vizcarra, qui jouit d'une grande popularité, pour «incapacité morale», le chef de l'État étant accusé d'avoir reçu des pots-de-vin alors qu'il était gouverneur en 2014, ce qu'il

dément. Son éviction et l'accession à la présidence de M. Merino, un ingénieur agronome de centre-droit de 59 ans jusque-là à la tête du Parlement, ont entraîné depuis mardi des manifestations à travers le pays.

La plus grande marche a réuni samedi à Lima des milliers de personnes qui ont convergé vers la place San Martín. La police a de nouveau fait usage de gaz lacrymogène, lancé y compris par hélicoptères, pour disperser des manifestants qui menaçaient de marcher sur le siège du Parlement.

Les jeunes portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : «Merino, tu n'es pas mon président», «Merino imposteur», «Le Pérou s'est réveillé». Un groupe s'est approché de la maison de M. Merino, à l'est de Lima, pour manifester au son des casseroles et tambours. Réagissant

à la répression violente des manifestations, le chef du Congrès a demandé la démission du nouveau président, entré en fonction mardi. «Je demande à M. Merino d'envisager sa démission immédiate», a déclaré Luis Valdez à la chaîne de télévision N. Les députés doivent tenir une réunion extraordinaire cette semaine pour débattre de la démission de M. Merino, a annoncé un communiqué sur le compte twitter du Congrès.

Le maire de Lima, Jorge Muñoz, qui appartient au même parti Action Populaire que M. Merino, a lui aussi exigé la démission du président.

Le décès d'un manifestant de 25 ans a été annoncé par le fonctionnaire Alberto Huerta, du bureau du Défenseur du peuple, entité publique chargée de veiller au respect des droits de l'Homme au Pérou.



Elections Fifa et CAF

Les candidats africains connus

LA LISTE des candidats africains aux postes de la Fédération internationale de football (Fifa) et de la Confédération africaine de football (CAF), dont les élections auront lieu le 12 mars 2021 à Rabat, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'instance africaine, est désormais connue.

Le président de la Fédération algérienne de football, Kheïreddine Zetchi, est en lice pour l'un des deux sièges au Conseil de la Fifa du groupe de langues arabe, portugaise et espagnole, aux côtés de trois autres prétendants : l'Egyptien

Hany Abourida qui brigue un second mandat de quatre ans, l'Equato-Guinéen Gustavo Ndong Edu et le Marocain Fouzi Lekjaâ, actuel 2^e vice-président de la CAF. A noter que deux femmes, la Burundaise Lydia Nsekera qui postule pour un deuxième mandat au Conseil de la Fifa et la Sierra-Léonaise Isha Johansen, sont en course.

Par ailleurs, trois dames briguent un siège au Comité exécutif (Comex) de la CAF : Kanizat Ibrahim (Comores), Patricia Rajeriarison (Madagascar) et Lawson Hogban Latre-Kayti Edzona (Togo).

Ligue des champions africaine

Le MCA prépare le voyage au Bénin

TOUTE la délégation concernée par le voyage au Bénin la fin du mois en cours, en prévision du match aller du premier tour préliminaire de la Ligue des champions face à la formation des Buffles FC, se prépare pour ce voyage. La direction du MC Alger a indiqué sur son site officiel que les joueurs et membres

de la délégation qui n'ont jamais été vaccinés contre la fièvre jaune, l'ont été. Pour rappel, les protégés de Nabil Neghiz croiseront le fer avec la formation béninoise de Buffles FC. Le match aller se jouera entre le 27 et le 29 novembre, tandis que la manche retour est programmée entre le 4 et le 6 décembre à Alger.

CS Constantine

Les joueurs testés positifs sont asymptomatiques

LES JOUEURS du CS Constantine (Ligue 1 de football) testés positifs au coronavirus lors du stage de préparation qui devait se tenir la semaine dernière à Alger, «sont actuellement asymptomatiques et ont repris des entraînements individuels adaptés», a appris l'APS samedi auprès de la direction du club. Les joueurs touchés par le Covid-19, actuellement en isolement à l'hôtel El Khayem de la nouvelle circonscription administrative d'Ali-Mendjeli (Constantine), «sont totalement asymptomatiques et ont entamé des entraînements individuels à la forêt El Baaraouia», a indiqué à l'APS le manager général du club, Nasreddine Medjoudj.

Il s'agit des joueurs Redjimi, Ben Tahar, Yatou, Benchikh, Badbouda, Mebarakou, Yaich, Daradij, Benmessaoud et le gardien Rahmani, qui devaient effectuer hier des tests PCR pour examiner l'éventualité de leur intégration à l'équipe, a signalé Medjoudj, notant qu'après une période de six jours en confinement ces éléments se sont remis

des symptômes du virus. Par ailleurs, les joueurs testés négatifs au coronavirus ont repris vendredi en fin d'après-midi les entraînements après une période de confinement préventif de cinq jours à l'hôtel El Khayem de Constantine, a fait savoir le même responsable. «Nous avons repris les entraînements avec 60 % de l'effectif après la confirmation du résultat négatif de contamination au coronavirus du reste des joueurs de l'équipe», a précisé le manager général de l'équipe. «Nous avons envisagé de reprendre au plus vite la phase finale de notre préparation en vue de créer la cohésion entre les anciens joueurs et les nouvelles recrues, à travers la programmation d'autres matchs amicaux avant l'entame du championnat», a-t-il souligné. La séance d'entraînement des Sanafirs s'est déroulée à l'annexe du stade Chahid Hamlaoui, dans le strict respect des conditions de prévention contre la contamination au Covid-19, a fait savoir le même source.

USM Alger

Antar Yahia positif au Covid-19

LE DIRECTEUR sportif de l'USM Alger, Antar Yahia, a été testé positif au Covid-19 et observe actuellement une période de confinement, a annoncé, samedi, le club algérois de Ligue 1 de football. «Testé positif au Covid-19, notre directeur sportif, M. Antar Yahia, observe une période de confinement tout en continuant à assurer ses fonctions», indique un communiqué de l'USM Alger sur sa page officielle Facebook. L'USM Alger n'a pas été épargnée par la pandémie de coronavirus depuis l'entame de la préparation de la nouvelle saison 2020-2021, puisque plusieurs joueurs et membres du staff avaient été infectés par le Covid-

19. Lors du stage de Mostaganem, plusieurs cas positifs asymptomatiques avaient été détectés au sein du groupe usmiste, de même qu'à la veille des rencontres amicales prévues à Alger contre respectivement le Paradou AC et l'US Biskra, poussant le club à les annuler. Les «Rouge et Noir», dirigés sur le banc par le technicien français François Ciccolini, entameront la nouvelle saison en disputant la Supercoupe d'Algérie, programmée le 21 novembre face au CR Belouizdad au stade 5-Juillet (Alger), suivie une semaine plus tard par le début du championnat de Ligue 1, dont la première rencontre se jouera à domicile face à l'ES Sétif.

Eliminatoires de la CAN 2021/ Zimbabwe-Algérie cet après-midi

Les Verts pour entériner la qualification

La sélection algérienne de football croise le fer cet après-midi à 14h avec son homologue du Zimbabwe pour le compte de la quatrième journée des éliminatoires de la CAN 2021, avec comme objectif de revenir au moins avec le point du nul.



Les Verts à un point de la qualification

Par Mahfoud M.

En effet, un seul point sépare les Verts de la réalisation de leur objectif dans ces éliminatoires, à savoir la qualification à la phase finale de cette compétition qui se déroulera en 2022 au Cameroun. Ayant remporté la manche aller, il y a trois jours, soit vendredi passé au stade 5-Juillet, l'EN fera tout ce qui est en son pouvoir pour confirmer ce résultat et montrer qu'elle reste imbattable même à l'extérieur de ses bases.

La mission sera, certes, difficiles, surtout face à une équipe qui souhaite accrocher cette seconde place du groupe H qui lui permettra d'être du voyage au Cameroun en compagnie des Verts, mais les coéquipiers de Benlamri savent ce qui les

attend et sont prêts pour réaliser un autre sacrifice et revenir avec le meilleur résultat possible. Il faudra être, quand même, très méfiants face aux Warriors qui n'ont absolument rien à perdre et se donneront en fond pour l'emporter et grignoter des points supplémentaires.

D'ailleurs, les Zimbabweens estiment qu'ils ont trop respecté l'Algérie lors du dernier match joué jeudi dernier au stade du 5-Juillet et qu'il faudra désormais se donner à fond pour l'emporter. «Je suis très optimiste et confiant pour le match à Harare. Vous avez vu que lorsque nous avons changé le système de jeu en seconde période, cela a très bien fonctionné et nous étions en train de les rattraper», a confié le coach des Warriors.

Zdravko Logarusic a ajouté : «C'est la même intensité que nous devons appliquer lorsque

nous les accueillerons à Harare. Tout ce que je peux dire pour le moment, c'est que nous allons mettre le paquet et essayer de gagner à tout prix». Les Verts sont donc avertis et se doivent d'être concentrés sur leur sujet s'ils souhaitent garder leur invincibilité.

Côté effectif, le coach Belmadi devrait effectuer quelques changements, surtout qu'il n'a pas été vraiment satisfait du rendement de son équipe lors du match aller. Des joueurs comme Benlamri, Guedioura ou encore Belkhabla, devraient faire leur entrée dans le onze rentrant. De son côté, le Zimbabwe effectuera un seul changement, en remplaçant le gardien Elvis Chipezeze, blessé au match aller, par son coéquipier, le portier du FC Platinum, Petros Mhari

M. M.

Elu nouveau président du CSA de l'ES Sétif Lafi : «Je suis venu pour travailler avec tout le monde»

Le nouveau président du Club sportif amateur (CSA) ES Sétif (ligue professionnelle 1 de football), Kamel Lafi, élu samedi par l'Assemblée générale, a affirmé «être venu pour travailler avec

tout le monde, sans exclusion». Après avoir salué le travail «titanesque» accompli par Azzedine Aarab, président du conseil d'administration de la société commerciale de l'ESS Black Eagles durant les phases critiques qu'a connues le club, le nouveau président, qui détient la majorité des actions du club, a affirmé que les principales grandes lignes de son programme seront «la création d'une académie sportive» qui se chargera de la découverte des jeunes talents et la restitution des autres disciplines sportives. Il a également annoncé l'ouverture du capital de la société à la souscription publique et l'ouverture des portes du club à tous ceux qui peuvent apporter un plus au club, dont l'ancien président de l'Entente, Abdelhakim Serrar. Le

président de la commission des candidatures, Djamel Aïchouch, a indiqué que Kamel Lafi a obtenu 22 voix contre 16 pour le second candidat Brahim El Arbaoui. L'assemblée électorale qui s'est déroulée à la salle de l'Ecole nationale des sports olympiques El Bez a débuté par une minute de silence à la mémoire de l'ancien président de la JS Kabylie, Mohand Chérif Hannachi, décédé vendredi, et a regroupé 38 de ses 40 membres. Kamel Lafi a eu un seul rival à la présidence, Brahim El Arbaoui, après le retrait des candidatures de Derradji Bendjaballah, Zakaria Kherra et Salim Chencheni. Kamel Lafi est un des anciens administrateurs de l'ESS et a présidé la section de football du club avec lequel il avait obtenu plusieurs titres.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tindouf

Réception prochaine de sept nouvelles structures touristiques

LE SECTEUR du Tourisme de la wilaya de Tindouf réceptionnera prochainement sept nouvelles structures hôtelières réalisées par des jeunes de la région via l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), a-t-on appris, hier, auprès du guichet unique décentralisé de cet organisme.

Appelés à accroître la capacité d'accueil des structures touristiques locales, ces projets, dont les travaux sont à des taux de réalisation «appréciables», oscillant entre 80 % et 95 %, doivent contribuer à la relance des activités touristiques et à la dynamique de développement dans la région, a précisé le directeur du guichet unique décentralisé de l'Andi, Khaled Bouâm.

Trois promoteurs privés ont bénéficié d'assiettes foncières pour la réalisation de motels dans les communes d'Oum-Lâassel et de Tindouf, a-t-il ajouté.

Le secteur a réalisé, ces dernières années, un bond «qualitatif» en termes de projets concrétisés, alors que d'autres sont en voie de l'être, portant ainsi le nombre de structures hôtelières de six seulement avant 2014 à plus de 20 projets touristiques

actuellement et à trois agences de tourisme, grâce à la stratégie de l'Etat portant développement du secteur du Tourisme, a fait savoir le même responsable.

Ces opérations de développement du secteur, la plupart lancées en travaux, consistent en des investissements dans des structures hôtelières et des agences de tourisme ayant obtenu l'aval des différentes instances chargées de l'étude et de l'approbation.

Le secteur, qui a déjà été renforcé de trois agences de tourisme, devra connaître un nouvel essor au regard du nombre de demandes d'investissement, à l'étude actuellement, et de l'intérêt manifesté par les opérateurs économiques locaux en vue d'investir dans ce créneau porteur.

La wilaya de Tindouf devra connaître, à la faveur de l'ouverture du poste frontalier terrestre algéro-mauritanien «Mustapha-Benboulaïd», une impulsion du tourisme, confortée par la reprise aussi de la manifestation économique «Mouggar» et l'exploitation prochaine du gisement minier de Ghar-Djebilet, a estimé le directeur du guichet unique décentralisé de l'Andi.

Dalil N.

M'sila

Saisie de 190 quintaux de blé tendre destinés à la contrebande

UNE CARGAISON de 190 quintaux de blé tendre, destinée à être écoulée dans le marché parallèle, a été saisie, hier, par les éléments de la compagnie de la Gendarmerie nationale de Boussaada, dans la wilaya de M'sila, a annoncé la cellule de communication de ce corps constitué.

Cette quantité de blé, saisie au cours d'un contrôle routier, était dissimulée à bord d'un camion, a précisé la même source, relevant que la saisie, dont le propriétaire ne dispose pas de factures, a été remise à la Coopérative des céréales et légumes secs et le chauffeur a été arrêté.

Maya H.

Cette opération est la deuxième du genre en une semaine, selon la Gendarmerie nationale de la wilaya de M'sila, précisant que la première opération s'est soldée par la saisie de 3 400 qx de blé tendre dans la commune de Chellal, dissimulés à bord d'un camion.

Selon les enquêteurs de la gendarmerie, les contrebandiers vendent le quintal de blé tendre détourné, pour constituer un aliment du bétail, à 4 000 DA, alors qu'habituellement le quintal de la même céréale est cédé à 2 000 DA pour sa transformation en farine ou en semoule.

La situation est alarmante



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

L'APW lance un concours sur l'utilisation de tamazight dans les communes

■ L'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi Ouzou lance ce jeudi un concours sur l'utilisation de la langue amazighe à travers les communes.

Par Hamid M.

Le but de ce concours est d'inciter les municipalités à l'utilisation de tamazight dans les services publics, notamment dans l'identification des organismes publics, la signalisation routière et autres. Le coup d'envoi sera

donné depuis Ath Yenni, ville natale de l'amousnaw Mouloud Mammeri, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du Tifinagh le 19 novembre prochain. Selon les indications fournies par l'APW de Tizi Ouzou, la commission d'évaluation du concours de l'amazighisation «Timzizelt

NTimmouzgha» est composée de représentants des secteurs de l'Education, Travaux publics et du département de la langue et culture amazighe de l'Université de Tizi Ouzou. Les 67 communes de la wilaya de Tizi Ouzou ont été rendues destinataires du règlement intérieur de ce concours. H. M.

DGSN

Plus de 50 000 téléchargements de l'application «Allo Chorta»

LES SERVICES techniques spécialisés de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ont enregistré plus de 50 000 téléchargements de l'application «Allo Chorta» depuis son lancement sur les smartphones, a indiqué, hier, un communiqué des mêmes services.

«Cette application permet aux citoyens d'intervenir en temps réel et de participer aux opérations sécuritaires, grâce aux avantages qu'elle renferme dont l'envoi de photos et de vidéos des événements ou de faits aux services de sécurité nationale en temps réel, afin de prendre les mesures appropriées dans des délais records, y compris des signalements d'infractions et de délits voire

des crimes portant atteinte à la sécurité des citoyens et à leurs biens», a précisé la même source.

Cette application offre également «des services de sécurité permettant la promotion du service public au profit du citoyen», a ajouté la même source, soulignant qu'elle intervenait «en complément des canaux de communication déjà mis à la disposition des citoyens par la Sûreté nationale, à l'instar du site web, Twitter et Facebook de la Sécurité nationale, pour signaler tout crime en un temps record, ce qui permet aux services de la police d'intervenir efficacement».

K. L.

Laboratoires d'analyse de la qualité

Rappel des conditions de dépôt des dossiers de demande d'agrément

LE MINISTÈRE du Commerce informe les laboratoires de tests et d'analyses de la qualité qu'ils peuvent déposer les dossiers de demande d'agrément via l'adresse électronique consacrée à cet effet, soulignant la nécessité de se conformer aux

conditions requises dans ce cadre, afin de protéger le consommateur, a indiqué un communiqué du ministère.

«Le ministère du Commerce informe tous les laboratoires prestataires de services et autorisés en vertu du décret n° 14-

135 d'avril 2014 définissant les conditions d'ouverture et d'exploitation des laboratoires de tests et d'analyse de la qualité qu'ils peuvent déposer les dossiers de demande d'agrément, selon leur spécialité», a précisé le communiqué publié par le

ministère sur sa page Facebook.

Les dossiers de demande d'agrément doivent inclure les documents stipulés dans les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 13-302 de septembre 2013, définissant les conditions et les modalités d'agrément des

laboratoires pour la protection des consommateurs.

Le ministère a consacré une adresse électronique aux opérateurs pour déposer les dossiers de demande d'agrément : dgcef.lab@commerce.gov.dz.

R. N.